

« Le MR devait savoir dans quel pétrin il se mettait »

L'historienne Sophie De Schaepdrijver s'étonne qu'on s'étonne des cas Jambon et Francken. Elle refuse la communautarisation d'un enjeu éthique : les Flamands sont aussi concernés.

Cette historienne belge, née dans une famille flamande qui parlait français à la maison n'a pas peur de dire les choses. Elle sera à l'ULB ce jeudi pour évoquer la Première Guerre mondiale. Une histoire qu'elle ne dissocie jamais de celle de la Flandre, et du nationalisme dont elle connaît les ressorts, passés comme contemporains. Comprend-elle que les francophones s'émeuvent du « passé » et des déclarations de Jan Jambon, ministre de l'Intérieur ?

« Moi, qui suis flamande et la plupart de mes amis s'en émeuvent aussi. Ce qu'il y a de pernicieux, c'est que les Flamands qui s'en émeuvent deviennent de mauvais Flamands, des belgicistes. Or le ressenti sur ces questions n'a rien à voir avec une appartenance ethnique, linguistique, ou nationale, mais avec des choix civiques. »

Une éditorialiste flamande écrivait ce mardi : « Les francophones vont encore exploiter ceci pour faire de nous des cryptofascistes ? »

Je ne sais pas ce qu'elle veut dire par « nous ». Je ne me retrouve pas dans ce « nous ». Je le récuse, je le refuse.

« Les collaborateurs avaient leur raison » : c'est la phrase de Jambon qui a mis le feu aux poudres ?

Bien sûr qu'ils avaient leurs raisons : les profiteurs de guerre avaient leurs raisons, les génocidaires aussi, tout le monde a ses raisons. Cela ne veut rien dire. C'est une phrase à laquelle on peut faire dire tout ce qu'on veut. Une phrase de politicien qui brouille très savamment les pistes. Mais Jan Jambon a fait la

clarté en ajoutant à RTL qu'il ne disait pas qu'« ils avaient de bonnes raisons ».

La clarification était justifiée ?

Absolument. La seule chose que je regrette, c'est que cela devienne communautaire car cette exigence de clarté aurait dû venir des deux côtés. Il y a une demande sociale en Flandre aussi, qui n'est pas assez reflétée dans les médias.

Il y aurait une « subculture » en Flandre, liée à la manière dont la collaboration a été vécue et que les francophones méconnaîtraient ?

Oui, il y a une subculture mais dont la plupart des Flamands ne font pas partie. Une subculture

de la rancune qui en veut toujours à l'Etat belge, vécue par une frange de gens qui se croit poursuivie. Vous savez, il n'y a qu'en Belgique qu'on appelle l'épuration de l'après-guerre, la « répression ».

Comment expliquer cette mythification des « collabos » en Flandre, après la seconde guerre mondiale ?

Il y a eu une grande cooptation, une récupération à tour de bras de la « répression » par le CVP. Mais c'est en 14-18 que cela a commencé : tout part de là. Les choix civiques faits alors par certains, ont infléchi le mouvement flamand. C'est seulement minorité du mouvement flamand qui a accepté de travailler avec l'occupant - ses ténors ont refusé - Mais il a fallu justifier ces choix après coup et ces gens n'ont pas eu le courage de leur incivisme. Ils l'ont redéfini en un « idéalisme » qui a mené à un antibelgicisme foncier. Cela ne veut pas dire qu'avant 1914, c'était l'idylle, mais on pouvait très bien

concevoir d'avoir des droits flamands à l'intérieur d'une Belgique, comme en Suisse.

Qui étaient ces gens qui ont drapé leur incivisme dans un idéalisme flamand ?

Quasiment tous étaient issus de la petite et moyenne bourgeoisie. Ils avaient grandi dans l'idée de l'honneur et devaient donc justifier leurs choix. Ils n'ont pas eu le courage d'avouer qu'ils avaient collaboré avec l'ennemi parce qu'il leur offrait des postes - on a appelé cela, la « gemene postjagerij »-. Ils ont préféré se faire passer pour des idéalistes.

Les Allemands leur offraient des postes que les francophones leur refusaient ?

Oui, mais ils acceptaient des cadeaux d'un régime allemand, qui de l'autre main, opprimait les gens dont les Flamands, par une déportation, une exploitation ahurissante. Ces « collaborateurs » mettent en avant le fait que l'occupant préservait leurs droits culturels : un fétichisme linguistique naît à ce moment-là. Ils applaudissent à la mise en place de la censure, parce qu'elle est néerlandophone ! Après la guerre, ils présentent leur choix de collaboration comme une rébellion, une résistance. Du coup, l'état belge est diabolisé à l'extrême, il devient - je cite - « la bête de l'apocalypse ». C'est ce qui s'écrit après la guerre dans un journal d'anciens collaborateurs

ou plutôt « activistes » comme ils s'appelaient. Le choix du terme « activiste » montre un parti pris : il y aurait dans le mouvement flamand ceux qui sont actifs et puis les autres, ceux qui vont au bout de leurs convictions, et les autres. Mais c'est une présentation qui brouille les

pistes et ne dit pas qu'il s'agissait de choix éthiques.

Pour les flamingants, l'oppressé, c'était l'état belge, dominé par les francophones ?

Oui, mais ils exagèrent cette oppression. Ce discours a aussi été introduit par l'occupant allemand, car du coup, un acte d'agression - l'invasion de la Belgique -, devenait un acte de libération - contre l'oppressé belge.

En Flandre, on dit que les francophones ne peuvent pas comprendre ?

Et pourquoi donc ? Il y a eu des collaborateurs francophones et plein de Flamands non issus de familles de collaborateurs. Cette communautarisation de la question est fautive. Degrelle était francophone, il y avait les militants de Rex, qui n'étaient pas moins nombreux qu'en Flandre. Et ces gens ont souffert et leurs enfants peut-être aussi. Mais dans le discours francophone, cela s'est complètement dissipé parce que cela ne s'est jamais ancré dans un nationalisme. Alors qu'en Flandre, oui. Il ne faut pas laisser à la N-VA ce discours, il faut lui reprendre. Car évidemment qu'elle va communautariser à mort cette chose, qui ne l'est pas.

On instrumentalise l'humiliation flamande ?

Oui. Or si la pleine possession des droits culturels était le but du mouvement flamand, on devrait se dire : on a réussi, c'est parfait. Mais vous voyez bien que ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Comme disait un leader flamingant dans l'entre-deux-guerres : « Belgica delenda est ». La Belgique est à détruire. Tant qu'elle existe, pas de salut.

Que pensez-vous de la prestation de Jan Jambon, en français, à RTL ?

C'est un vrai pas en avant, un très grand pas. Et ce n'est pas une humiliation pour lui, ni pour la Flandre. Je ne partage pas leurs idées, mais à vrai dire, je ne suis pas fâchée que la N-VA soit au gouvernement. Cela les force à avoir un discours pour la Belgique. Ce qui me donne du souci c'est que Bart De Wever n'y soit pas. C'est comme dans James Bond, cette figure dont on voit seulement la main qui caresse un chat - son projet.

Des partis disent que la N-VA est raciste et qu'il ne fallait pas gouverner avec elle ?

Je ne suis pas d'accord. C'est un parti qui a obtenu énormément de voix : c'est le processus démocratique.

cratique.

La présence de Théo Francken, ministre fédéral, à l'anniversaire du fondateur du VMO exige sa démission ?

Le VMO évidemment pose problème. Le SPA et Groen réagissent : c'est très bien car ces questions doivent se poser hors du communautaire. Mais ce qui arrive n'est pas une surprise : cela en dit juste long sur la famille politique.

ils soignent leur langage mais on sait d'où ils viennent. C'est là N-VA, que voulez-vous ! Il suffit d'entendre parler Francken pendant deux minutes, et on sait d'où il vient. Ils ne vont quand même pas changer du jour au lendemain. C'est une raison de ne pas voter pour eux éventuellement, mais pas de ne pas les prendre dans un gouvernement. Par ailleurs, Bob Maes est un sénateur VU, père d'une parlementaire flamande : il n'y a rien d'illégal et il ne faut pas demander la démission de Théo Francken. Le MR devait savoir dans quel pétrin il se mettait : ils ont fait campagne avant l'élection contre cela. Je suis surprise que les gens soient surpris. ■

**Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX**

Sophie De Schaepdrijver

Cette historienne belge (53 ans), spécialiste de la Première Guerre mondiale, est professeur d'histoire européenne moderne à la Pennsylvania University (USA). Curatrice d'une exposition sur Bruges en 14-18 (qui ouvre cette semaine), elle vit entre les Etats-Unis et Anderlecht.